

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

17 juillet 2012

## LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2012 - (N° 71)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**SOUS AMENDEMENT**

N° 521

présenté par

M. de Courson, M. Jégo, M. Jean-Christophe Lagarde et M. Philippe Vigier

à l'amendement n° 508 de la commission des finances

-----

**ARTICLE 2**

À la fin de l'alinéa 8, substituer à la date :

« 1<sup>er</sup> juillet 2012 »,

la date :

« 1<sup>er</sup> janvier 2013 ».**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La suppression de l'exonération fiscale attachée aux heures supplémentaires et complémentaires de travail mis en place par la loi n°2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat dont bénéficient les salariés, est fondamentalement injuste et antisociale.

La suppression de ce dispositif qui bénéficie depuis 2007 à plusieurs millions de salariés par an dont de nombreux fonctionnaires, amputerait en effet le pouvoir d'achat des salariés de près de 600 euros par an, soit près de 50 euros par mois.

Initialement, ce projet de loi de finances rectificative se limitait à l'aspect charges sociales. Le volet fiscale n'a aucunement été évoqué dans ce projet par le gouvernement.

Quant à prévoir une rétroactivité de cette mesure au 1<sup>er</sup> janvier 2012, elle relève de la supercherie puisque que cette mesure n'a jamais été présentée ainsi aux français par le Président de la République lors de sa campagne.

Il convient d'harmoniser l'entrée en vigueur de cette disposition avec celle prévue pour la fiscalité applicable aux mutations à titre gratuit, c'est-à-dire au 1<sup>er</sup> janvier 2013.